
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 8 (1980)

DOI: 10.11588/fr.1980.0.49941

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

HENNING KÖHLER

LA REVOLUTION ALLEMANDE 1918/19 ET LA FRANCE.

Problèmes et perspectives politiques en France entre l'armistice de Rethondes et la paix de Versailles¹

La fin de la première guerre mondiale se présente, du point de vue français, sous un jour particulier. Naturellement la joie débordante de la victoire, la revanche enfin prise sur la défaite de 1871 jouent un rôle de tout premier plan. Mais la victoire ne put distraire les initiés des problèmes menaçants pour l'avenir: mis à part les difficultés économiques, c'est avant tout la question de la sécurité qui, malgré la victoire, créait de gros soucis: cette victoire avait été acquise par une coalition dont on ne savait si elle se maintiendrait lors des futures discussions militaires avec l'Allemagne, et sur laquelle tout le monde comptait fermement comme allant de soi. Mais avant tout, il n'était plus question à l'avenir de l'allié russe, si bien que la France se vit seule sur le continent face à l'Allemagne. D'après ses dirigeants, elle ne se trouvait donc pas automatiquement, du fait de la victoire, dans une position de force procurant un sentiment de tranquille confiance. Tout au contraire, l'obtention des assurances tenues pour nécessaires à la France dépendait de l'évolution après l'armistice et de la conclusion de la paix.

D'autre part se pose la question de la situation de l'Allemagne. Le Reich n'avait pas seulement essuyé une défaite militaire, mais, déjà avant l'armistice, la révolution avait éclaté, le Kaiser s'était enfui et l'évolution des événements semblait totalement incertaine. Ce qui s'était passé avec la Commune de 1871 en France et ce qui avait conduit en 1917 à la Révolution face à l'effondrement de la Russie tsariste, révolution qui devait jouer un rôle important comme modèle dans les mois et les années suivants dans toute l'Europe, avait maintenant pénétré en Allemagne. La défaite militaire avait en même temps amené la chute du système politique et la domination des classes jusque là dirigeantes sembla être radicalement remise en question.

Cette constellation, l'imbrication de la problématique de politique extérieure, c'est-à-dire la liquidation de la guerre, du début des négociations et de la conclusion de la paix selon les formes éprouvées de la diplomatie, avec la situation de politique intérieure, la possibilité d'exploiter certaines évolutions en politique intérieure pour obtenir des résultats – que ce soient des agrandissements territoriaux ou une nouvelle répartition politique des forces – résultats donc, qui n'avaient pas été acquis par les armes et auxquels on pouvait difficilement parvenir avec l'allié, tel est l'ensemble des thèmes qui ont motivé mes recherches.² Autrement dit: quelle fut, en France, la

¹ Conférence tenue le 15 novembre 1979 à l'Institut Historique Allemand; le texte n'a pas été changé, seulement les annotations nécessaires ont été ajoutées.

² Henning KÖHLER, *Novemberrevolution und Frankreich. Die französische Deutschlandpolitik 1918-1919*, Düsseldorf 1980.

réaction face à la Révolution, comment les dangers révolutionnaires de radicalisation et de bolchevisation y furent-ils appréciés? Concrètement parlant, l'obtention de la frontière du Rhin pouvait-elle être un résultat du processus révolutionnaire de décomposition?

Bien davantage, ce lien entre fin de la guerre et révolution donne une tout autre dimension aux questions: le règlement des comptes, qui était à l'ordre du jour après l'armistice et qui devait figurer en toutes lettres dans le traité de paix, était traditionnellement considéré comme étant essentiellement une question de »Machtpolitik«; le vaincu devait payer. Mais à l'Ouest, la peur de la révolution, qui l'avait emporté en Russie d'abord, et en Allemagne ensuite, et qui risquait de s'étendre, ouvrit une nouvelle perspective. Le danger du bolchevisme, la possibilité d'expansion révolutionnaire vers l'Ouest devaient avoir des conséquences importantes: sous la menace commune du bolchevisme venant de l'Est, un changement complet pouvait se produire. Il fallait peut-être aider l'ennemi d'hier, qu'on avait vaincu à grand peine, afin qu'il ne subisse pas la contagion révolutionnaire. Car, l'Allemagne devenant bolchevique, les Etats d'Europe occidentale étaient alors menacés, d'autant plus qu'en France, précisément, des conflits sociaux menaçaient. Mais une telle alliance avec le vaincu sous la devise idéologique »défense commune face à la menace révolutionnaire«³ devait niveler la différence entre vainqueurs et vaincus, avec pour résultat: renonciation aux fruits de la victoire, réparations, agrandissements territoriaux, etc.

Par conséquent, la situation pour le gouvernement français était difficile. Pour ne pas tirer des conclusions erronées, le jugement sur la situation en Allemagne était déterminant. Il fallait avant tout savoir si le prétendu danger existait effectivement ou s'il s'agissait uniquement de manœuvres de la propagande allemande, exagérant consciemment les risques, pour obtenir ainsi des conditions de paix plus douces.

Pour la période de l'automne et de l'hiver 1918/19, les possibilités d'obtenir des informations sur l'Allemagne étaient relativement bonnes. Celles-ci arrivaient essentiellement par la Suisse ou par d'autres pays neutres, Hollande, Danemark, où travaillaient les représentants diplomatiques, les attachés militaires, et, en Suisse en particulier, le Bureau de presse français d'Emile Haguenin, dont nous reparlerons ultérieurement. Il faut aussi tenir compte de la qualité toujours plus grande, depuis octobre, des informations de la presse allemande: en octobre la censure s'était adoucie et, le 9 novembre, elle disparut complètement. Même si la situation de l'information était bonne, il n'en demeurait pas moins de notables difficultés du côté français, pour en tirer de justes conclusions. Pour donner un exemple: début octobre, il était question de la forme de gouvernement parlementaire que devait adopter le Reich, mais qui prit-on comme chancelier en guise de démocratisation? Pas moins qu'un prince, Max de Bade. Avant la révolution, on était relativement optimiste en France sur les conséquences de la défaite dans les affaires intérieures allemandes. Même lorsque la Révolution l'eut partout emporté, on resta réservé. On ne croyait pas à la Révolution, par contre, on était convaincu que les informations sur la Révolution étaient créées de

³ Le docteur Solf, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères déclara dans la séance du Cabinet du 8 novembre 1918, que le combat contre le bolchevisme formera un lien commun entre les Etats encore ennemis en ce moment. Cf. *Die Regierung des Prinzen Max von Baden*, bearb. v. E. Matthias u. R. MORSEY, Düsseldorf 1962, S. 585.

toutes pièces par le gouvernement allemand, qu'il s'agissait de mesures de propagande, qui ne devaient avoir pour but que d'éveiller de l'inquiétude à l'étranger et d'obtenir ainsi un meilleur traitement. Comment une révolution pouvait-elle s'être produite, alors que le socialiste majoritaire notoire Friedrich Ebert, qui avait toujours voté les crédits de guerre, était maintenant présenté comme chef du gouvernement révolutionnaire? Une cause encore à cette appréciation se trouvait dans les fausses nouvelles qui avaient été transmises à l'étranger au moment de la Révolution, selon lesquelles la flotte anglaise se serait mutinée, Foch aurait été emprisonné et des fraternisations se seraient produites entre Allemands et Français sur le front occidental.⁴ De semblables non-sens, par exemple l'attaque aérienne sur Nuremberg, avaient été répandus par les agences allemandes d'information, à la déclaration de guerre, sans que l'on puisse dire dans quelle mesure il s'est agi dans les deux cas d'une volonté d'induire une erreur ou d'une invention hystérique de rumeurs. Dans les semaines suivantes, on retrouve toujours cette opinion selon laquelle il s'agissait de camouflage, d'une comédie simulée, tandis qu'à l'arrière-plan, on poursuivait de tout autres buts. A ce sujet, Clemenceau adopta une attitude étonnamment prudente et exprima son avis le 9 Novembre: «la situation actuelle de l'Allemagne nous met en présence de l'inconnu.» Il comptait même avec la possibilité d'une pénétration militaire plus poussée au cas où «Foch ne trouverait pas devant lui une autorité pour régler définitivement l'affaire.»⁵ Déjà fin octobre, il avait freiné l'attaché militaire à La Haye, qui avait protégé depuis l'été un groupe de déserteurs et d'émigrés allemands, parmi lesquels Wilhelm Pieck.⁶ Ceux-ci réclamaient maintenant les sommes promises pour faire éclater la révolution à Berlin. Mais Clemenceau s'opposa à l'entreprise, certainement parce qu'il était convaincu que la situation était alors trop dangereuse pour soutenir en plus des manœuvres des Linksradikalen.

La question centrale après la Révolution et l'armistice était le bolchevisme en Allemagne, ou, plus exactement, la force des tendances qui poussaient dans cette voie, c'est-à-dire à l'anarchie comme en Russie. Tandis que les gouvernements anglo-saxons à Londres et à Washington se laissaient fortement impressionner par les préoccupations allemandes, par les télégrammes du secrétaire d'Etat Solf et auxquelles ils étaient prêts à apporter rapidement de l'aide, l'attitude du gouvernement français était beaucoup plus retenue et sa réaction plus nuancée. Il considérait d'un côté le bolchevisme comme une arme de propagande ou comme une conjuration germano-russe visant à miner les états de l'alliance occidentale, en premier lieu la France, et à leur inoculer ce virus. Surtout Pichon, le ministre des Affaires Etrangères, revenait constamment là-dessus.

D'une manière générale, on peut maintenant accorder au gouvernement allemand, au Conseil des Commissaires du peuple avec Ebert, qu'il ne prit pas de telles mesures. Mais d'un autre côté, on peut constater des activités subversives de la part de services à un niveau inférieur, d'Erzberger et de services secrets militaires dans les pays neutres, par exemple.

⁴ Dans ce contexte, Haguenin avait parlé, le 13 novembre 1918, des «vénimeux canards».

⁵ Service Historique de l'Armée (SHA), 6 N 71.

⁶ Cf. Henning KÖHLER, Beziehungen des französischen Geheimdienstes zu deutschen Linksradikalen 1917/18. In: Festschrift für Hans Herzfeld, Berlin 1972, pp. 189-208.

De plus, une contradiction nette apparaît si le gouvernement français était enclin à nier le danger, en l'occurrence la réalité du bolchevisme, il était d'autre part convaincu de son caractère dangereux. C'est ce qui apparut précisément dans l'unique et importante concession de Foch au cours des négociations d'armistice, à savoir la réduction du nombre des mitrailleuses à livrer – les mitrailleuses étant les armes par excellence de la guerre civile. C'est ce que Clemenceau déguisait cyniquement sous la formule: »Ils ont . . . objecté que nous leur prenions trop de mitrailleuses et qu'il ne leur en resterait pas pour tirer sur leurs concitoyens.«⁷ Ceci apparaît encore dans la profonde inquiétude concernant l'évolution intérieure suisse, jugée parfois avec bien plus d'esprit critique que la situation allemande et dans la grande pression exercée sur le gouvernement suisse pour extradier la mission soviétique, aux fins de s'opposer aux »Linksradikalen«. Ce qui le montre encore, c'est l'effort pour fermer hermétiquement la frontière franco-suisse afin d'empêcher tout contact entre socialistes allemands et français – ce qui d'ailleurs ne réussit pas tout à fait. Même les prisonniers français qui cherchèrent, après l'armistice, à atteindre, de leur propre initiative, les lignes alliées, étaient regardés, au premier abord, avec suspicion.

Dans les semaines qui précédèrent la fin de l'année 1918, on peut remarquer dans la presse – à l'exception des journaux socialistes – une évolution tout à fait caractéristique. Après la révolution, apparaît un scepticisme profond à l'égard des changements qui se sont produits en Allemagne, ainsi qu'une grande méfiance: on aurait eu non pas à faire à une révolution, mais seulement à des manoeuvres trompeuses des classes jusqu'alors dirigeantes. Dans les semaines suivantes, cette attitude disparaît de plus en plus devant les activités qui occupent alors le premier plan, des »Linksradikalen«, du groupe spartakiste de Liebknecht, à Berlin surtout; elles firent naître de grandes craintes et eurent pour effet ce que le gouvernement voulait à l'origine éviter. Face au danger de l'extrême gauche, l'antipathie à l'égard d'Ebert et de ses disciples se restreignit. A la place, on espérait que les forces modérées s'affirmeraient, bien que cette attente n'apparut nullement assurée à la fin de l'année. Car le gouvernement à Berlin n'avait aucune protection militaire, le corps de garde appelé spécialement pour combattre les radicaux s'était révélé incapable de lutter contre les spartakistes; l'avenir apparaissait des plus incertains. Il faut avoir présent à l'esprit cet état dépressif, l'impression de la réelle menace venant des »Linksradikalen« si l'on veut mettre en évidence et comprendre l'attitude du gouvernement français vis-à-vis de l'Allemagne à ce moment là.

Quelle position le gouvernement français a-t-il adoptée à l'égard du Conseil des Commissaires du Peuple? A-t-il reconnu le gouvernement de Berlin? Clemenceau s'était inquiété, le 9 novembre, de la question d'un gouvernement allemand capable d'agir et il ne voulait pas accepter une situation trouble: »parce que la signature d'un gouvernement qui ne serait pas obéi ne pourrait être qu'un surcroît de gâchis«⁸ On avait pourtant accepté la signature d'Erzberger au bas de l'armistice, bien que celui-ci, en tant que membre du gouvernement impérial du prince Max de Bade et chargé par lui seul des pleins pouvoirs, ait signé la convention au moment précis où ce gouvernement n'existait plus. Clemenceau n'avait pas approuvé non plus, quelques jours plus tard, la

⁷ SHA, 6 N 71.

⁸ Ibid.

tentative d'introduction et de proclamation d'une politique séparatiste bavaroise, dirigée contre Berlin avec l'aide française, entreprise dans laquelle Haguenin avait joué un rôle dirigeant. Car le Tigre ne faisait pas partie de ces Français qui répartissaient les Allemands entre dangereux Prussiens et Allemands pacifiques à la Madame de Staël, car il avait appris à connaître à satiété les troupes bavaroises lors de la guerre de 1870. Le 22 novembre, il était encore prêt à entrer en contact direct avec le gouvernement allemand au sujet des livraisons de denrées alimentaires à l'Allemagne. Il se produisit alors un changement; dans cette question, on se tourna vers le maréchal Foch, c'est-à-dire que le problème ne devait plus être traité sur le plan politique, mais militaire, par la Commission d'armistice. On accepta à nouveau Erzberger, en décembre, lors des négociations sur la prolongation de l'armistice, sans exiger de lui de nouveaux pleins pouvoirs, donc, sans prendre formellement connaissance des changements politiques intervenus entretemps en Allemagne. Par conséquent, Erzberger traitait encore en tant que secrétaire d'Etat impérial. Lorsque les socialistes minoritaires allemands transmirent aux dirigeants français le vœu que le gouvernement des Commissaires du Peuple soit soutenu contre leurs adversaires politiques par une déclaration de la France selon laquelle elle ne se formaliserait pas des bases révolutionnaires de ce régime, la réponse de Pichon fut catégoriquement négative: »Il ne peut être un seul instant question d'envisager une communication quelconque à faire au gouvernement allemand.«⁹ On ne voulait rien savoir du gouvernement de Berlin et surtout ne pas le soutenir. Les bases de la politique allemande, telles qu'elles devaient être fixées dans les préliminaires de paix – et on sait qu'on n'y parvint pas – comprenaient d'abord le statut particulier de la rive gauche du Rhin, ensuite la consolidation de l'Etat polonais, entre autres par des détachements de territoires allemands, afin de renforcer l'hostilité germano-polonaise, et enfin, la création d'un régime politique en Allemagne, »conforme aux droits des peuples de s'organiser librement«,¹⁰ c'est-à-dire, une confédération des différents Etats allemands.

Pour y parvenir, on voulait exploiter la menace révolutionnaire et la radicalisation de Berlin. Le gouvernement français espérait tirer profit de l'aversion des régions occidentales à l'égard de la Révolution, des provinces catholiques et de celles annexées par la Prusse. Dans une »Note sur les règlements de la paix« du 23 décembre, alors que la tension continuait à monter à Berlin, il exprima très clairement cette attente: »Il y a là une évolution politique intérieure que nous avons intérêt à laisser faire en ne hâtant pas la négociation des préliminaires de paix. Les centralistes prussiens poussent au contraire à constituer un semblant de gouvernement pour pouvoir traiter avec nous le plus tôt possible et arrêter le mouvement de dissociation qui se produit. On peut prévoir que la certitude d'échapper à la révolution sociale intéressera bientôt les divers groupements allemands davantage que l'idée d'une Allemagne une et centralisée, et les amènera à appeler à l'aide les Alliés...«¹¹

Le territoire le plus important à soustraire au pouvoir berlinois et orienté au maximum vers l'Ouest, était sans aucun doute pour la France, la rive gauche du Rhin. Pour des raisons de temps, je ne suis pas en mesure d'évoquer plus précisément ici la

⁹ Arch. diplom., Allemagne 265, fol. 142.

¹⁰ SHA, 6 N 72.

¹¹ Arch. diplom., Papiers Pichon 6, fol. 175.

question de la frontière du Rhin en tant que but de guerre français et je me permets de vous renvoyer à l'article de G. Soutou dans la *Revue historique*¹² dont je partage les conclusions. Ma position propre s'écarte de celle de Pierre Renouvin¹³ et du professeur Duroselle.¹⁴ Tout ce que je puis dire ici c'est que je pars du point de vue que le statut particulier de la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire le Rhin comme frontière de l'Allemagne, était déjà considéré en novembre comme le but à atteindre. C'est à cette réalisation que collaborèrent Clemenceau et Foch.

Il est intéressant de voir qu'au moment même de l'imminence de l'éclatement de la guerre civile à Berlin, on devait prendre une décision d'importance concernant la participation des territoires de la rive gauche du Rhin aux élections à l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire à la Constituante. Foch transmet l'autorisation le 24 décembre, non sans contrainte, toutefois. Les élections ne devaient en effet avoir lieu que lorsque le calme régnerait dans toute l'Allemagne. Sinon, il interviendrait. »Je tiens . . . à préciser – écrit-il le 3 janvier à Jules Jeanneney – qu'au cas où les événements révolutionnaires s'aggravaient, notamment s'il apparaissait que les élections ne pourront se poursuivre régulièrement en Allemagne, ou si des troubles éclataient sur la rive gauche, l'autorité militaire aurait qualité pour prendre des mesures d'interdiction.«¹⁵ Poser une telle condition ne signifiait rien d'autre, compte tenu de la situation politique, que de se réserver un atout commode pour interdire les élections. De même, dans les premiers jours de janvier Pétain, Tirard et Foch posèrent les bases de la politique d'occupation. Ils eurent l'approbation totale du gouvernement, communiquée quelques jours plus tard. Déterminant fut le mot d'ordre de Pétain: »fermeté sans tracasserie – ne pas faire d'avances, mais accueillir celles qui s'offrent.«¹⁶ Cette attitude tranquille et ferme se recommandait d'autant plus que déjà avant l'entrée des Français et en dehors de leur zone d'occupation, des manifestations séparatistes avaient eu lieu, surtout à Cologne. L'espoir de réconcilier les Rhénans avec leur destin, d'avoir une existence politique particulière tournée vers la France et indépendante du reste de l'Allemagne, reposait essentiellement sur deux considérations. On croyait pouvoir gagner la population en la mettant à l'abri des conséquences de la défaite, c'est-à-dire des réparations. L'appât décisif pour les couches dirigeantes et avant tout pour le monde des affaires consisterait à les prémunir contre le bolchevisme du reste de l'Allemagne et à fournir à l'économie des matières premières et nouveaux débouchés à l'Ouest. En un seul mot, »l'ordre français face à l'anarchie bolcheviste«.¹⁷

Cependant il ne faut pas oublier, dans le jugement porté sur les débuts de la politique d'occupation française que celle-ci devait être mise en place avec prudence, pour ne pas heurter les Anglo-Saxons. La décision finale ne pouvait intervenir qu'avec leur approbation à la conférence de la paix. Ce qu'on pouvait faire jusque là dans les territoires occupés, c'était essentiellement la préparation, l'acquisition prudente d'influences dans les milieux abordables, l'établissement de contacts économiques etc.

¹² Georges SOUTOU, *La France et les Marches de l'Est*, dans: *Revue historique* 260 (1978), pp. 341–388.

¹³ Pierre RENOUVIN, *Les buts de guerre du gouvernement français*, dans: *Revue historique* 235 (1966), S. 1–38.

¹⁴ Jean-Baptiste DUROSELLE, *La France et les Français*. Paris 1972, p. 324/5.

¹⁵ Arch. diplom., Papiers Tardieu 44.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

Comme on le sait, la frontière du Rhin fut ensuite abandonnée, lors de la conférence de la paix au profit du pacte de garantie proposé par les Anglo-Saxons. Il était cependant plus important que les conditions indispensables à la réussite des plans français ne se soient pas réalisées: la guerre civile tenue pour certaine au tournant de l'année 1918/19 ne se produisit pas dans les proportions attendues, les »Linksradikalen« étaient bien plus faibles qu'on ne l'avait craint auparavant et les tentatives de soulèvement furent écrasées rapidement. La situation sur la rive droite du Rhin n'offrait donc pas l'aspect effrayant d'une dictature communiste, et de même il n'était plus question de soustraire les Rhénans aux réparations. Ainsi, les tentatives de Foch et de Mangin, en mai 1919, pour créer, de leur propre initiative, contre le gouvernement français, un fait accompli avec l'aide des séparatistes comme Dorten et consorts, échouèrent aussi lamentablement.

Mais il y eut, du côté français, une autre action plus large et réussie dont l'objectif était d'influencer la politique allemande. J'entends par là la mission Haguenin. Ce personnage est encore trop méconnu. De son temps, le doyen Renouvin avait attiré mon attention sur Haguenin et m'avait indiqué les documents des années 1919/20 du Quai d'Orsay, qui contiennent effectivement une partie de ses rapports, notes et lettres. Tout d'abord, quelques repères biographiques:¹⁸ Emile Haguenin était avant la guerre professeur à l'université de Berlin, une exception sans aucun doute, car il n'était ni lecteur, ni professeur invité, mais professeur d'histoire de littérature française, sans chaire. Après que la guerre eut éclaté il quitta l'Allemagne et mit sur pied le bureau de presse français en Suisse qui, outre le dépouillement de la presse allemande, entretenait de nombreux contacts avec des émigrés et des opposants allemands. Parmi eux, des socialistes comme Kurt Eisner, Edouard Bernstein, Rudolf Breitscheid, des journalistes comme Théodor Wolff et Maximilian Harden, et des émigrés comme Muehlon, ancien directeur de Krupp et le pédagogue F. W. Foerster. Ses collaborateurs étaient des hommes de tout premier ordre: le professeur Hesnard, futur secrétaire de Briand qui prépara, en 1926 sa rencontre avec Stresemann, à Thoiry; les futurs ambassadeurs de France, René Massigli et André François-Poncet, ainsi qu'à partir de 1919 l'historien Maurice Baumont.

Haguenin, de retour à Berlin le 19 mars 1919 agit d'une toute autre manière que Tirard et que les autorités militaires françaises de Rhénanie. A ses yeux, il ne pouvait être question de favoriser des tendances particularistes ou séparatistes. Il s'agissait bien davantage, pour lui, de gagner de l'influence dans les milieux dirigeants de Berlin et de Weimar. Dans les premières semaines, étant donnée l'opposition croissante contre le gouvernement Scheidemann, il misa sur les socialistes indépendants. Ses rapports constituent une source particulièrement importante pour illustrer la situation allemande de l'année 1919. Sa tâche principale ne commença cependant qu'avec la publication des conditions de paix le 7 mai. Sans se laisser impressionner par les cris d'indignation qui traversèrent l'Allemagne du fait de la dureté des conditions – il ne croyait d'ailleurs pas que cette colère durerait – il s'efforça de susciter une majorité en faveur du traité. Dès le 10 mai, il témoignait dans une lettre à Pichon d'une confiance remarquable: »Je ne doute pas que ces moyens n'échouent si notre politique est aussi prévoyante que ferme et si nous n'abandonnons pas les quelques Allemands – peu nombreux, mais

¹⁸ Jean-Claude Montant prépare une biographie de cette personnalité fascinante.

maîtres de ressorts efficaces – qui, en Allemagne même, partagent nos idées ou sont associés à nos intérêts. Il faut, pour cela, que nous reconnaissons à temps – aussitôt après la signature du traité – combien la politique de guerre diffère de celle du temps de paix.¹⁹ Ce qu'il préconisait comme juste politique était donc d'une simplicité enfantine: pas de concessions matérielles mais seulement un changement dans le domaine de l'atmosphère, dans le ton des notes, des éclaircissements etc. La collaboration avec Erzberger fut décisive. Ce politicien, considéré d'abord avec mépris par Haguenin à cause de son rôle dans des affaires d'espionnage et de propagande pendant la guerre, n'avait pas perdu le sens des réalités et était convaincu que la survie du Reich dépendait avant tout de l'acceptation du traité. C'est fin mai que fut établi le contact avec Erzberger, un des chefs du parti du Centre, en l'occurrence du groupe centriste de l'Assemblée Nationale. A partir de ce moment-là s'instaura une division des tâches dans la mission Haguenin. Celui-ci restait directeur et coordinateur, à Berlin essentiellement; Hesnard qui entretenait de bons rapports avec des socialistes de toutes teintes, officiait surtout à Weimar. Une lettre d'Haguenin du 20 juin donne un aperçu très expressif des activités de Hesnard: »Grâce à l'appui d'Erzberger et de divers socialistes, il y fait d'excellente besogne . . . Il est édifiant et paradoxal de le voir dans le large et frais corridor du Théâtre de Weimar, où se réunit l'Assemblée Nationale, étalé dans un vaste fauteuil, entouré de notabilités parlementaires. Quelle impression pauvre et quasi touchante pour ces députés allemands, si petits bourgeois, usés de mine et de vêtements, de si peu de relief, si peu bruyants, si anxieux, si attentifs, ahuris et ballottés dans ces grandes crises! . . .²⁰ Ces remarques sur les parlementaires allemands étaient certainement justes. Car la composition de l'Assemblée Nationale avait nettement changé par rapport à celle du Reichstag de 1912. La proportion d'aristocrates et de notables bourgeois avait nettement régressé, celle des syndicalistes et des membres de divers groupements avait augmenté en conséquence et le nombre de néophytes sans expérience parlementaire était élevé, leur manque d'expérience tout aussi grand. Ils rejetaient fondamentalement le traité de Versailles, tout en redoutant les conséquences au cas où l'Assemblée Nationale agirait ainsi. Ils avaient peur de la responsabilité qu'ils portaient et étaient ainsi accessibles aux arguments des intermédiaires français. Haguenin écrivait le 17 juin: »Hesnard me téléphone de Weimar . . . Les leaders majoritaires se réuniront chez lui ce soir; je lui ai donné quelques instructions, les arguments de raison, d'humanité, d'intérêt international et socialiste, d'intérêt précisément allemand, enfin, à faire valoir en faveur de la signature sans réserves et sans phrases.²¹

On avait considéré avec raison comme un évènement politique d'importance le fait qu'Erzberger ait pris fait et cause pour l'acceptation du traité. Grâce aux documents sur la mission Haguenin, nous savons maintenant que l'engagement pour la ratification n'aurait pas été possible sans l'action constante d'Haguenin et de ses collaborateurs. Ceux-ci fournissaient au chef du »Zentrum« des arguments en faveur de l'acceptation. De plus, la présence continuelle de ces experts français qui n'avaient certainement pas manqué de montrer à Erzberger les conséquences favorables qu'en-

¹⁹ Arch. diplom., Allemagne 6, fol. 110.

²⁰ Allemagne 272, fol. 190.

²¹ Ibid. fol. 179.

trainerait la signature de la paix sur la façon dont serait traitée l'Allemagne, était d'une importance déterminante: elle lui donnait la force de poursuivre son inlassable travail de persuasion à l'égard des députés. Constaté la part non négligeable d'Haguenin et de Hesnard au vote de ratification de l'Assemblée Nationale ne signifie pas vouloir minimiser les efforts d'Erzberger. Bien davantage, les connaissances nouvellement acquises permettent de mieux comprendre cette décision de l'acceptation du traité de Versailles, décision aussi importante que controversée. Haguenin, dans ses efforts pour obtenir l'acceptation du traité de paix, s'est naturellement laissé guider par les intérêts de son pays; il était persuadé que la France, sans les réparations allemandes, courait à la ruine. Cela supposait cependant une Allemagne capable de payer et non pas déchirée par la guerre civile. En contribuant d'une façon décisive à la ratification du traité, il avait donné, du même coup, une chance de survie à la république de Weimar; le danger de morcellement de l'Allemagne était ainsi écarté.

Pour finir, considérons la période que nous traitons ici et la problématique qui marqua ces mois. A première vue, si l'on en croit les ouvrages traditionnels, peu de choses se seraient passées dans les relations franco-allemandes, en particulier: à l'armistice, succéda, après un court intermède révolutionnaire, le »Traumland der Waffenstillstandsperiode«, pour reprendre l'expression d'Ernst Troeltsch. Les illusions d'une paix douce disparurent ensuite brusquement devant le désenchantement causé par la dureté des conditions qu'il fallut finalement bien accepter. Mais ces mois témoignèrent cependant d'activités du plus haut intérêt. D'abord, le calcul basé sur la révolution, la tendance à exploiter pour la politique rhénane traditionnelle les troubles révolutionnaires et la menace du bolchevisme, et à recréer une sorte de »Rheinbund«. Après l'échec de ces espérances, il y eut l'action d'Haguenin, autonome et sans rapport avec une politique française bien définie, qui aurait usé d'alternatives. C'est cette action qui aida à la ratification du traité de paix et qui permit ainsi au Reich, avec lequel seul fut conclu le traité, de reprendre son souffle.